

**« Il faut choisir son camp, crient les repus de la haine »**

Albert Camus, 1956

06/04/2021

La polémique est repartie, le brouhaha médiatique ne retombe pas. Après les outrances et manipulations de la droite et l'extrême droite, c'est maintenant au Sénat de surenchérir en adoptant un amendement - à l'exposé des motifs caricatural - au projet de Loi dit « contre les séparatismes ». A en croire certain.e.s, sommant tou.te.s les autres de choisir leur camp, la République pourrait bien vaciller.

Au fond, de quoi s'agit-il ? Des personnes se rassemblent pour échanger sur leurs expériences sociales douloureuses, les discriminations vécues à partir d'un critère physique, d'une orientation personnelle... Caractéristiques qui leur sont régulièrement renvoyées en pleine face comme une insulte : sexisme, racisme, homophobie... Il s'agit de paroles de victimes, victimes de racisme, de discriminations, d'inégalités. Il faut les prendre comme telles, et bien évidemment je refuse que cela enferme les personnes concernées dans une "victimisation" et que cela devienne une parole politique autrement que par son intégration unifiée contre toutes les formes de discriminations.

Mais au fond, peu importe pour celles et ceux (Blanquer, des députés et sénateurs LR, l'extrême-droite...) qui ont lancé puis alimenté la polémique. Toutes celles et tous ceux qui expriment, même en nuances ou avec des réserves, une quelconque approbation de ces démarches, de ces expérimentations militantes, souvent transitoires, consistant à permettre de libérer la parole, sont accusé.e.s de « dérive séparatiste » « racialisante ».

Les gros mots sont de sortie. Les voilà lancés, jetés à une foule de commentateurs qui les voient comme un affront fait à une République censée être aveugle à la couleur de peau, à la religion réelle ou supposée, au sexe... L'affrontement est en place, les camps bien délimités, chacun.e sommé.e de choisir le sien et de laisser les nuances au vestiaire : les racistes d'une part, les universalistes de l'autre. « *Il faut choisir son camp, crient les repus de la haine* » écrivait Albert Camus, en 1956, en pleine guerre d'Algérie, condamnant à égalité les « massacres de civils » du FLN et les « massacres répressifs » de l'armée française.

Cela semble ne poser de problème à personne que cette polémique permette, à un an de la présidentielle, à la cheffe de l'extrême-droite, de se parer d'artifices anti-racistes et de tenter de cohabiter, avec d'autres, dans le camp universaliste. Ici se situerait donc le débat politique de notre temps, la nouvelle fracture : je m'y refuse.

Je m'y refuse parce que, si nous en sommes là, c'est que la gauche est tombée dans le piège tendu par la droite la plus réactionnaire et l'extrême-droite qui, désormais, fixent les termes du débat et l'agenda politiques de notre pays.

Je m'y refuse parce que, justement, la bonne question, celle qui devrait animer unanimement une gauche solidaire, droite dans ses bottes, fière de ses valeurs, cette question-là, la gauche française n'a pas su, ou pas suffisamment su, quelle réponse y apporter. Pourquoi, en France, les dispositifs républicains de lutte

concrète contre les discriminations et les inégalités qui fracturent notre société piétinent ou ne s'imposent qu'aux forceps (loi SRU, testing, CV anonyme, récépissé de contrôles d'identité, droit de vote des étrangers aux élections locales, conventions ZEP/Sciences Po, mariage pour tous, droits des femmes,...) ? Celles et ceux qui, à droite et à l'extrême-droite, hurlent avec les loups ont combattu chacune de ces avancées.

Pourtant, il n'y a qu'à se baisser pour constater le chemin qu'il reste à parcourir : les inégalités femmes-hommes, le racisme, l'homophobie, le passé colonial et ses conséquences pour les descendants des ex-pays colonisés. Il faudrait donc interdire les organisations qui reprendraient, de fait, à leur compte des solutions avancées par la gauche libérale américaine, fondée sur le multiculturalisme et la valorisation des identités plurielles ? Ou bien faut-il se demander pourquoi n'opposer qu'un discours "il faut réduire les inégalités socio-économiques pour que tout le monde ait sa chance" ou qu'un slogan "la République, rien que la République", sonne de plus en plus creux aux oreilles de celles et ceux qui restent au bord du chemin, et alors que les inégalités sociales et territoriales explosent dans notre société.

Il faudrait donc interdire les organisations qui reprendraient, de fait, à leur compte des solutions avancées par la gauche libérale américaine, fondée sur le multiculturalisme et la valorisation des identités plurielles ? Ou bien faut-il se demander pourquoi n'opposer qu'un discours « *il faut réduire les inégalités socio-économiques pour que tout le monde ait sa chance* » ou qu'un slogan "*la République, rien que la République*", qui sonnent de plus en plus creux aux oreilles de celles et ceux qui restent au bord du chemin, et alors que les inégalités sociales et territoriales explosent dans notre société.

Voilà mon explication. Oui, sans aucun doute, la République a un problème avec le corps des individus, elle ne sait que faire de ces différences physiques, de ces couleurs multiples, de ces orientations diverses, parce qu'elle a affirmé que pour traiter chacun et chacune également, elle devait y être aveugle.

Mais, sans aucun doute également, d'autres dans la République ont détourné cette promesse, cette promesse d'une égalité républicaine, politique et donc sociale, pour exclure. Exclure les femmes d'abord, les pauvres ensuite, les ouvriers, ces « classes laborieuses donc classes dangereuses », puis les étrangers, la "racaille" et ses "sauvageons", venus d'ailleurs, emmenant leurs religions, leurs mémoires et leurs histoires. Et la Gauche ne verrait pas cela. Elle passerait à côté de ce détournement, voire y inscrirait ses pas. Elle le ferait au lieu de saisir le problème à bras le corps. Au lieu d'affirmer que dans ce pays, où a été défendue la République, puis la République sociale, il faut maintenant défendre la République citoyenne et universelle, la République métissée, la République de l'égalité réelle, en tentant de comprendre son passé, ses erreurs et ses oublis, pour regarder ensemble, tous et toutes ensemble, plus sereinement son avenir.

**Stéphane Troussel**

*Président du Département de la Seine-Saint-Denis*

*Secrétaire national du PS au Pacte social et aux Solidarités*